

**RÈGLEMENT 2009-09
CONCERNANT UN PLAN D'IMPLANTATION ET
D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE
« PIIA »**

**VILLAGE
D'AYER'S CLIFF**



**l'Esprit des Cantons
the Spirit of the Townships**

Septembre 2009

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE I	5
DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES	5
Section I : Dispositions déclaratoires	5
TITRE	5
TERRITOIRE ASSUJETTI	5
Section II : Dispositions interprétatives	6
TERMINOLOGIE	6
DÉFINITIONS SPÉCIFIQUES	6
SYSTÈME DE MESURE	6
CHAPITRE II	7
DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES	7
Section I : Application du règlement	7
ADMINISTRATION DU RÈGLEMENT	7
APPLICATION DU RÈGLEMENT	7
POUVOIRS DE LA PERSONNE EN CHARGE DE L'APPLICATION	7
OBLIGATION DU PROPRIÉTAIRE OU DE L'OCCUPANT D'UN BIEN MEUBLE OU IMMEUBLE	8
Section II : Permis et certificats assujettis et cheminement du dossier	9
PERMIS OU CERTIFICATS ASSUJETTIS	9
OBLIGATION DE PRODUIRE DES PLANS D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE	10
DOCUMENTS D'ACCOMPAGNE-MENT POUR UN PERMIS DE CONSTRUIRE ET UN CERTIFICAT D'AUTORISATION	10
ACHEMINEMENT DE LA DEMANDE	13
CONFORMITÉ À LA RÉGLEMENTATION D'URBANISME	13
EXAMEN DU COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME	13
APPROBATION DU CONSEIL	14
CONDITIONS D'APPROBATION	14
Section III : Contraventions et sanctions	15
INFRACTIONS ET PEINES	15
INFRACTION CONTINUE	15
RÉCIDIVE	15
RECOURS CIVILS	15
FRAIS	15
CHAPITRE III	16
OBJECTIFS ET CRITÈRES D'ÉVALUATION SELON LES ZONES, LES CATÉGORIES DE CONSTRUCTION, DE TERRAINS OU DE TRAVAUX VISÉS	16
TYPES DE PIIA	16
PIIA-1, INTÉRÊT PATRIMONIAL CENTRE DU VILLAGE	17
PIIA-2, SANS INTÉRÊT PATRIMONIAL CENTRE DU VILLAGE	21
PIIA-3, ENSEIGNES ET MURALES PÉRIMÈTRE D'URBANISATION ET ZONES INDUSTRIELLES	26
PIIA-4, REMBLAI ET DÉBLAI SAUF EN ZONES AGRICOLES	28
PIIA-5, BÂTIMENTS ET TERRAINS RIVERAINS AU LAC MASSAWIPPI OU À LA RIVIÈRE TOMIFOBIA	29
PIIA-6, TERRAINS VACANTS ET AGRANDISSEMENT DE BÂTIMENTS NON COUVERTS PAR LES AUTRES PIIA, SAUF DANS LES ZONES AGRICOLES	32
PIIA-7, CLÔTURES SAUF EN ZONE AGRICOLE	34

ENTRÉE EN VIGUEUR	35
ANNEXE I	Erreur ! Signet non défini.
Photographies des bâtiments couverts par le PIIA-1	Erreur ! Signet non défini.
ANNEXE II	58
Évaluation de 131 bâtiments d'intérêt patrimonial par Bergeron Gagnon Inc.	58

**PROVINCE DE QUÉBEC
M.R.C. DE MEMPHRÉMAGOG
VILLAGE D'AYER'S CLIFF**

**RÈGLEMENT SUR LES PLANS D'IMPLANTATION
ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE (PIIA)**

À une séance régulière du conseil de la Municipalité tenue à l'École Saint-Barthélemy, le 8 septembre 2009, conformément à la Loi, et à laquelle étaient présents les conseillers Patrick Proulx, Roger Dumouchel, Isabel Marcotte et France Coulombe-Goodsell, formant quorum sous la présidence de Monsieur le maire Vincent Gérin.

RÈGLEMENT N° 2009-09

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité a le pouvoir, en vertu de la Loi, d'adopter, un règlement relatif aux plans d'implantation et d'intégration architecturale et d'assujettir à son application l'émission de certains permis et certifications d'autorisation ;

CONSIDÉRANT QU'un comité consultatif d'urbanisme est formé conformément à la Loi;

ATTENDU QUE certaines parties du territoire de la Municipalité en occurrence le noyau villageois et les terrains riverains, constituent un territoire pour lequel il importe de bien contrôler les interventions physiques sur le cadre bâti et l'aménagement des terrains pour favoriser l'émergence d'un milieu de vie identitaire apte à créer un sentiment d'appartenance ;

ATTENDU QUE l'application de la technique d'un PIIA pour ces territoires s'avère un complément essentiel à la réglementation d'urbanisme traditionnelle applicable ;

CONSIDÉRANT QUE la procédure d'adoption applicable a été régulièrement suivie ;

POUR CES MOTIFS, le conseil décrète ce qui suit :

CHAPITRE I

DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES

Section I : Dispositions déclaratoires

	TITRE	1
Le présent règlement est intitulé « Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) ».		
	TERRITOIRE ASSUJETTI	2
Le présent règlement s'applique à l'ensemble du territoire du village à l'exception des zones agricoles.		

Section II : Dispositions interprétatives

TERMINOLOGIE 3

Les expressions et mots utilisés dans le présent règlement ont le sens spécifique que leur donne l'ordre de primauté suivant :

- 1° Le présent règlement;
- 2° Le règlement de zonage;
- 3° Le règlement de lotissement;
- 4° Le règlement de permis et certificats.

DÉFINITIONS SPÉCIFIQUES 4

À moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

«**Centre du village**» : Comprend les zones Com-2, Com-3, Com-4, Com-5, Ind-1, Ind-2, Pub-2, Pub-3, Res-10, Res-11, Res-12, Res-14.

SYSTÈME DE MESURE 5

Toute dimension donnée dans le présent règlement est indiquée en unité métrique du système international (SI).

CHAPITRE II

DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

Section I : Application du règlement

	ADMINISTRATION DU RÈGLEMENT	6
Le secrétaire-trésorier et directeur-général de la municipalité est chargé de l'administration du règlement.		
	APPLICATION DU RÈGLEMENT	7
L'inspecteur est chargé d'appliquer le présent règlement. Il est notamment autorisé à délivrer un constat d'infraction relatif à toute infraction au présent règlement.		
Le conseil peut, par résolution ou par règlement, autoriser toute autre personne à délivrer un constat d'infraction relatif à une infraction au présent règlement.		
	POUVOIRS DE LA PERSONNE EN CHARGE DE L'APPLICATION	8
La personne chargée d'appliquer le règlement exerce les pouvoirs qui lui sont confiés par le présent règlement et notamment:		
1° Peut visiter et examiner, entre 7 heures et 19 heures, toute propriété immobilière ou mobilière ainsi qu'à l'intérieur et l'extérieur de toute maison, de tout bâtiment ou de tout édifice pour constater si ce règlement et les autres règlements municipaux ou les résolutions du conseil y sont respectés, pour vérifier tout renseignement ou pour constater tout fait nécessaire à l'exercice par la municipalité du pouvoir, qui lui est conféré par une Loi ou un règlement, de délivrer un permis, d'émettre un avis de conformité d'une demande, de donner une autorisation ou toute autre forme de permission. Dans ce cadre, la personne chargée d'appliquer le règlement peut prendre des mesures, photographier les lieux et effectuer des prélèvements au besoin ;		
2° Peut mettre en demeure d'évacuer provisoirement tout bâtiment qui pourrait mettre la vie de quelque personne en danger ;		

3° Peut mettre en demeure de faire exécuter tout ouvrage de réparation qui lui semble opportun pour la sécurité de la construction et recommander au conseil toute mesure d'urgence ;

4° Peut mettre en demeure de rectifier toute situation constituant une infraction au présent règlement;

5° Peut recommander au conseil de prendre toute mesure nécessaire pour que cesse la construction, l'occupation ou l'utilisation d'une partie de lot, d'un terrain, d'un bâtiment ou d'une construction incompatible avec le présent règlement.

**OBLIGATION DU
PROPRIÉTAIRE OU
DE L'OCCUPANT
D'UN BIEN MEUBLE
OU IMMEUBLE**

9

Le propriétaire, locataire ou l'occupant d'une propriété mobilière ou immobilière, d'une maison, d'un bâtiment ou d'un édifice a l'obligation de recevoir l'inspecteur ou son assistant, le cas échéant, pour fins d'examen ou de vérification entre 7 heures et 19 heures, relativement à l'exécution ou au respect de ce règlement, des autres règlements ou des résolutions du conseil.

Section II : Permis et certificats assujettis et cheminement du dossier

PERMIS OU CERTIFICATS ASSUJETTIS

10

L'émission d'un permis de construire ou d'un certificat d'autorisation pour les travaux décrits ci-dessous, dans le territoire assujetti (référence article 2) par le présent règlement et pourvu qu'ils fassent partie d'un type de PIIA, est assujettie au présent règlement. Les travaux visés sont :

1° Tout projet de construction d'un nouveau bâtiment;

2° Tout projet de rénovation, de restauration, de transformation ou d'agrandissement extérieur affectant l'apparence extérieure des différentes élévations du bâtiment, à l'exception des travaux suivants :

- a) La réparation urgente et temporaire d'une partie de bâtiment présentant un danger pour la sécurité des personnes;
- b) Le remplacement des matériaux d'une toiture par des matériaux similaires, pourvu que la toiture conserve la même forme, sauf si ce matériau est dérogatoire, auquel cas, l'émission du certificat est assujettie au présent règlement ;
- c) Le remplacement d'une fenêtre, d'une porte, d'une galerie par des éléments de mêmes dimensions et de même type et de même couleur, sauf si ce type de fenêtre, de porte ou de galerie n'est pas recommandé par le présent règlement, auquel cas l'émission du certificat est assujettie au présent règlement;
- d) Le remplacement d'un matériau de revêtement extérieur existant par un matériau semblable et de même couleur, sauf si ce matériau est prohibé au règlement de zonage, auquel cas l'émission du certificat est assujettie au présent règlement;

3° Le déplacement d'une construction;

4° Édification, agrandissement, reconstruction, modification, réparation, déplacement, installation d'une enseigne ou le fait de peindre une enseigne;

5° La construction ou l'installation d'une murale;

6° Travaux de remblai et déblai modifiant le niveau naturel des terrains ayant plus de 1 m de hauteur et n'ayant pas pour objet de niveler le terrain en regard du niveau moyen de la rue adjacente;

7° L'installation d'une clôture.

**OBLIGATION DE
PRODUIRE DES
PLANS
D'IMPLANTATION
ET D'INTÉGRATION
ARCHITECTURALE**

11

Toute personne désirant obtenir l'émission d'un permis ou certificat assujéti au présent règlement doit soumettre à la Municipalité des plans relatifs à l'implantation et à l'architecture des constructions ainsi qu'à l'aménagement des terrains et aux travaux s'y rapportant.

**DOCUMENTS
D'ACCOMPAGNE-
MENT POUR UN
PERMIS DE
CONSTRUIRE ET UN
CERTIFICAT
D'AUTORISATION**

12

Tout document relatif à l'implantation et à l'intégration architecturale soumise à la Municipalité doit contenir au moins les éléments qui suivent :

1° Dans le cas d'une demande de permis de construire, il faut, en plus des plans et documents déjà fournis dans le cadre de la demande de permis exigés au règlement des permis et certificats, fournir les renseignements suivants:

- a) Des croquis de chaque élévation montrant les détails architecturaux des travaux projetés à savoir :
 - i) la volumétrie (hauteur, largeur, profondeur, nombre d'étages, etc.);
 - ii) la nature des matériaux utilisés pour le recouvrement extérieur ainsi que leur couleur;
 - iii) la forme et les dimensions des toitures ainsi que la nature et la couleur des matériaux utilisés à ces fins;
 - iv) le type architectural du bâtiment;
 - v) la localisation, la forme, et la dimension de la fenestration et des ouvertures d'accès;

- b) Des photos, le cas échéant, montrant le bâtiment sur chaque élévation, avant les travaux, de même qu'une séquence de photos montrant le bâtiment visé par la demande, ainsi que les bâtiments adjacents de part et d'autre (3 de chaque côté) et d'en face (1 en face et 3 de chaque côté de ce dernier);
- c) Un plan-projet topographique à l'échelle de l'aménagement de l'ensemble du terrain, montrant les aires de stationnement proposées, les aménagements paysagers privés proposés (trottoir, arbuste, arbre, clôture, terrassement, etc.);
- d) Des dépliants, échantillons ou photos montrant les types de matériaux, fenêtres ou autres équipements, le cas échéant.

Ces informations doivent permettre aux membres du comité consultatif d'urbanisme et du conseil, d'avoir une compréhension claire des travaux et d'analyser l'intégration selon les objectifs et les critères d'évaluation énoncés pour les bâtiments visés par cette demande.

2° Dans le cas d'une réparation ou rénovation, il faut, en plus des plans et documents déjà fournis dans le cadre de la demande de certificat d'autorisation exigés au règlement de permis et certificats, fournir les renseignements suivants :

- a) Des photos montrant le bâtiment visé par les travaux;
- b) Une séquence de photos montrant le bâtiment visé et ceux des bâtiments adjacents de part et d'autre, le cas échéant;
- c) Un croquis des façades visées par les modifications (réparation ou rénovation) montrant la nature des changements (matériau, couleur, ouverture, etc.) ;
- d) Des dépliants, échantillons ou photos montrant les types de matériaux, fenêtres ou autres équipements, le cas échéant.

Les informations doivent permettre aux membres du comité consultatif d'urbanisme et du conseil, d'avoir une compréhension claire des travaux et d'analyser l'intégration selon les objectifs et les critères d'évaluation énoncés pour les travaux visés par cette demande.

3° Dans le cas de l'installation d'une enseigne ou d'une murale, il faut, en plus des plans et documents déjà fournis dans le cadre de la demande de certificat d'autorisation exigés au règlement de

permis et certificats, fournir les renseignements suivants :

- a) Des photos montrant le bâtiment sur lequel sera fixée l'enseigne ou la murale, ou le terrain sur lequel sera installée l'enseigne avec en arrière-plan, s'il y a lieu, le bâtiment abritant l'établissement faisant l'objet d'une demande d'affichage;
- b) Une séquence de photos montrant le bâtiment ou terrain visé et ceux adjacents de part et d'autre;
- c) Un croquis couleur de l'enseigne ou de la murale visée par le certificat ainsi que l'aménagement paysager prévu au pourtour, le cas échéant.

Les informations doivent permettre aux membres du comité consultatif d'urbanisme et du conseil, d'avoir une compréhension claire des travaux et d'analyser l'intégration selon les objectifs et les critères d'évaluation énoncés pour les travaux visés par cette demande.

4° Dans le cas de travaux de remblai ou déblai, il faut, en plus des plans et documents déjà fournis dans le cadre de la demande de certificat d'autorisation et exigés au règlement de permis et certificats, fournir les renseignements suivants :

- a) Un document indiquant les méthodes utilisées pour effectuer les travaux de déblai, le cas échéant. Lorsque ces travaux nécessitent du dynamitage, des informations doivent être fournies pour préciser l'ampleur et l'échéancier de ces travaux. Il doit contenir également un engagement écrit servant à informer la municipalité au moins 48 heures à l'avance de la date des travaux de dynamitage à exécuter sur le site.

Les informations doivent permettre aux membres du comité consultatif d'urbanisme et du conseil, d'avoir une compréhension claire des travaux et d'analyser l'intégration selon les objectifs et les critères d'évaluation énoncés pour les travaux visés par cette demande.

5° Dans le cas d'une installation d'une clôture, il faut, en plus des plans et documents fournis dans le cadre de la demande de certificat d'autorisation et exigés au règlement de permis et certificats, fournir :

- a) Des photos montrant l'emplacement projeté de la clôture

avec en arrière-plan le bâtiment principal sur le terrain, le cas échéant, ou tout autre bâtiment;

- b) Une séquence de photos montrant le terrain étant visé par la demande et ceux adjacents de part et d'autres;
- c) Un croquis couleur de la clôture, un dépliant montrant le type de clôture ou une photo montrant une clôture de ce type.

Les informations doivent permettre aux membres du comité consultatif d'urbanisme et du conseil, d'avoir une compréhension claire des travaux et d'analyser l'intégration selon les objectifs et les critères d'évaluation énoncés pour les travaux visés par cette demande.

**ACHEMINEMENT DE
LA DEMANDE 13**

Tous les plans, documents et informations exigibles en vertu du présent règlement doivent être remis au bureau municipal du village d'Ayer's Cliff en accompagnement de la demande de permis ou certificat assujettie au présent règlement.

**CONFORMITÉ À LA
RÉGLEMENTATION
D'URBANISME 14**

L'inspecteur est chargé de vérifier si la demande est complète et conforme aux règlements d'urbanisme applicables. Lorsqu'elle est conforme l'inspecteur transmet la demande au Comité consultatif d'urbanisme dans un délai maximal de 30 jours du dépôt de la demande dûment complétée.

**EXAMEN DU
COMITÉ
CONSULTATIF
D'URBANISME 15**

Le Comité consultatif d'urbanisme est chargé d'évaluer la demande en fonction des objectifs et des critères d'évaluation fixés dans le cadre du présent règlement. S'il le juge à propos, le comité consultatif d'urbanisme peut exiger la tenue d'une rencontre avec le requérant et peut visiter les lieux.

Le Comité consultatif d'urbanisme est chargé de transmettre par écrit son évaluation de la demande au Conseil municipal. Cette évaluation doit comprendre une recommandation à l'effet d'approuver ou de refuser les plans d'implantation et d'intégration architecturale soumis et, dans ce dernier cas, une

indication quant aux motifs incitant le Comité à recommander un refus. L'évaluation produite par le Comité consultatif d'urbanisme peut également suggérer des modifications visant à rendre les plans acceptables en regard des objectifs et critères établis dans le présent règlement. Dans ce cas, ces modifications doivent être approuvées par le demandeur avant la décision du conseil.

**APPROBATION DU
CONSEIL** **16**

Suite à l'examen du Comité consultatif d'urbanisme, le Conseil doit, par résolution, approuver les plans d'implantation et d'intégration architecturale, ou les refuser. Dans le cas d'un refus, la résolution désapprouvant les plans doit être motivée. Une copie de cette résolution est transmise à la personne qui a présenté ces plans.

**CONDITIONS
D'APPROBATION** **17**

Le Conseil peut également exiger, comme condition d'approbation des plans et conformément aux pouvoirs que lui confère la Loi, que :

1° Le demandeur réalise et complète les travaux compris dans les plans acceptés dans un délai fixé plus court que celui fixé par le règlement sur les permis et certificats;

2° Le demandeur fournisse des garanties financières que le conseil détermine;

3° Le défraiement, par le propriétaire, du coût de certains éléments du plan, notamment celui des infrastructures ou des équipements.

Section III : Contraventions et sanctions

	INFRACTIONS ET PEINES	18
Quiconque contrevient à une disposition du présent règlement commet une infraction et est passible :		
1° Pour une première infraction, d'une amende de 500\$ à 1 000\$ dans le cas d'une personne physique ou d'une amende de 1 000\$ à 2 000\$ dans le cas d'une personne morale ;		
2° En cas de récidive, d'une amende de 1 000\$ à 2 000\$ dans le cas d'une personne physique ou d'une amende de 2 000\$ à 4 000\$ dans le cas d'une personne morale.		
	INFRACTION CONTINUE	19
Lorsqu'une infraction a duré plus d'un jour, la peine est appliquée pour chacun des jours ou des fractions de jour qu'a duré l'infraction.		
	RÉCIDIVE	20
Lorsque le règlement prévoit une peine plus forte en cas de récidive, elle ne peut être imposée que si la récidive a eu lieu dans les deux ans de la déclaration de culpabilité du contrevenant pour une infraction à la même disposition que celle pour laquelle une peine plus forte est réclamée.		
	RECOURS CIVILS	21
En plus des recours pénaux, la municipalité peut exercer devant les tribunaux tous recours civils à sa disposition pour faire observer les dispositions du présent règlement.		
	FRAIS	22
Les frais s'ajoutent aux peines prévues au présent règlement. Ils comprennent les coûts se rattachant à l'exécution du jugement.		

CHAPITRE III

OBJECTIFS ET CRITÈRES D'ÉVALUATION SELON LES ZONES, LES CATÉGORIES DE CONSTRUCTION, DE TERRAINS OU DE TRAVAUX VISÉS

TYPES DE PIIA

23

Le présent règlement s'appuie sur des regroupements de constructions et terrains pour former différents types de PIIA. Chaque type de PIIA fait l'objet d'énoncés d'objectifs et de critères d'évaluation qui lui sont propres.

Types Appellation

- PIIA-1** Les bâtiments et terrains d'intérêt historique et patrimonial situés dans le centre du village.
- PIIA-2** Les bâtiments et terrains à vocation commerciale, résidentielle, industrielle ou institutionnelle situés dans le centre du village autres que ceux traités dans le PIIA-1.
- PIIA-3** Les enseignes et les murales situées à l'intérieur du périmètre d'urbanisation et des zones industrielles.
- PIIA-4** Les travaux de remblai et déblai modifiant le niveau naturel des terrains ayant plus de 1 m de hauteur et n'ayant pas pour objet de niveler le terrain en regard du niveau moyen de la rue adjacente sur l'ensemble du territoire à l'exception des zones agricoles.
- PIIA-5** Les terrains et bâtiments à vocation résidentielle ou d'hébergement commercial situés sur la rive du lac Massawippi ou de la rivière Tomifobia.
- PIIA-6** Les terrains vacants et les terrains étant l'assiette d'un bâtiment principal faisant l'objet d'un agrandissement en superficie ou en hauteur de plus de 10%, sur l'ensemble du territoire sauf ceux situés dans les zones agricoles et sauf ceux déjà couverts par les PIIA-1, PIIA-2 et PIIA-5
- PIIA-7** Les clôtures installées à l'intérieur du périmètre d'urbanisation, à la zone rurale et des zones industrielles.

**PIIA-1, INTÉRÊT
PATRIMONIAL
CENTRE DU
VILLAGE**

24

Les bâtiments et terrains d'intérêt historique et patrimonial dans le centre du village situés aux adresses ci-après énumérées à l'intérieur du territoire assujetti à l'article 2 sont visés par le PIIA-1. Les objectifs et critères d'évaluation s'y rapportant sont définis ci-après :

1° Le PIIA-1 vise à assurer la conservation des principales caractéristiques des bâtiments d'intérêt historique et patrimonial, y compris les aménagements des terrains étant l'assiette de ces bâtiments. Ces bâtiments ont une valeur patrimoniale forte ou supérieure selon une évaluation faite par la firme Bergeron Gagnon inc., consultant en patrimoine culturel et en muséologie.

Aussi, les critères d'évaluation ci-après décrits traitent des aspects à tenir en compte pour la rénovation, la transformation ou l'agrandissement du bâtiment afin de préserver l'intégrité du type architectural en présence, de corriger les mauvaises interventions qu'a subi le bâtiment au fil du temps, le cas échéant, et de maintenir un aménagement de terrain de qualité.

Les adresses retenues pour ces bâtiments à caractère historique et patrimonial sont :

Rue Clough : 819, 829, 878, 885, 890, 911, 916, 936.

Rue Main : 846, 851, 856/858, 862, 872, 881/883, 888, 982/986, 953, 967, 1002, 1007, 1012, 1026, 1041, 1110, 1154/1156/1158, 1184, 1218, 1262, 1296, 1300, 1310.

Rue Maple : 170.

Rue Sanborn : 931, 939, 981/983, 1026.

Rue Tyler : 165, 192, 230, 244.

Ces bâtiments sont présentés en annexe I ci-jointe pour faire partie intégrante du présent règlement.

2° Critères relatifs aux bâtiments principaux existants :

- a) Toutes transformations ou rénovations doivent s'harmoniser avec le type architectural en présence et ne doivent pas dénaturer celui-ci. Le tout en s'assurant que :

- i) les pentes de toit demeurent sensiblement les mêmes mais les toits plats sont à éviter. Les matériaux de couvertures doivent être choisis avec le souci du respect du type architectural en présence;
 - ii) les types de fenêtres sont à guillotine ou à battant. Les fenêtres coulissantes avec ou sans partie fixe, sont à éviter et à éliminer ;
 - iii) les matériaux de revêtement sont nobles (briques, clin de bois ou bardeau de bois) et il faut éviter l'aluminium. Le fibrociment est acceptable;
 - iv) les briques, le cas échéant, sont de type et couleur traditionnels (teinte de rouge);
 - v) les ouvertures (portes et fenêtres) doivent respectées les proportions et les symétries, le cas échéant;
 - vi) les portes patios sont à éviter et on doit favoriser en remplacement les portes françaises;
 - vii) les galeries et balcons sont à préserver dans leurs dimensions (moins de 10% d'écart). Il faut favoriser les garde-corps en bois avec les barreaux insérés entre la main courante et la lisse ou en fer forgé noir.
- b) Tout agrandissement d'un bâtiment principal doit également s'harmoniser avec le type architectural en présence et ne doit pas dénaturer celui-ci :
- i) un agrandissement peut se faire uniquement dans la cour latérale ou arrière;
 - ii) si situé dans la cour latérale, cet agrandissement doit être mineur et occuper moins de 50% de la superficie du bâtiment faisant l'objet de l'agrandissement;
 - iii) de plus, lorsque situé dans la cour latérale, la largeur de l'agrandissement est mineure et ne peut excéder 1/3 de la largeur du bâtiment existant;
 - iv) tout agrandissement ne peut en aucun temps avoir une hauteur supérieure au bâtiment existant et le plancher de chaque étage doit être au même niveau de ceux du bâtiment existant;
 - v) les principales caractéristiques du bâtiment existant doivent être tenues en compte pour l'agrandissement;
 - vi) les matériaux de revêtement extérieur, les pentes de toit et le matériau des couvertures, les ouvertures et les types de fenêtres, les éléments de transition (galerie, perron, escalier) doivent être choisis avec le souci du respect du type architectural en présence.

À l'instar des critères pour la transformation, il faut éviter l'aluminium même si, le cas échéant, le bâtiment en présence en est recouvert suite à une transformation. Il en est de même pour les garde-corps de galerie ou balcon qui se doivent d'être en bois avec les barreaux insérés entre la main courante et la lisse ou en fer forgé noir. Les fenêtres sont à guillottes ou à battant avec trompe-l'œil guillotine.

3° Critères relatifs aux nouveaux bâtiments :

- a) L'addition d'un nouveau bâtiment principal sur l'un de ces terrains n'est possible qu'en cas de démolition ou destruction par un sinistre. On privilégiera la construction d'un nouveau bâtiment ayant sensiblement le même gabarit et le même positionnement sur le terrain que le bâtiment démolé, sauf si des marges sont inférieures à la norme exigée pour la zone. Dans ce cas, il est permis de repositionner le bâtiment. Le type architectural peut toutefois différer de celui du bâtiment remplacé;

Les critères établis dans le sous-paragraphe a), quant à la toiture, les matériaux, les fenêtres, les ouvertures, les galeries, les balcons et les garde-corps s'appliquent.

4° Critères relatifs au terrain étant l'assiette de bâtiments d'intérêt historique ou patrimonial :

- a) Favoriser des aménagements paysagers qui mettent en valeur les bâtiments et les caractéristiques de l'emplacement en :
 - i) conservant les arbres de valeur et les protégeant durant les travaux de construction et d'aménagement de terrain;
 - ii) exigeant à la plantation des arbres de bon calibre spécialement dans la cour avant;
 - iii) limitant les largeurs des accès charretiers et l'espace aménagé en stationnement dans la cour avant;
 - iv) aménageant des plates-bandes le long de la façade avant du bâtiment et en y incorporant des arbustes de type feuillus, des conifères et des plantes à fleurs. La porte d'entrée avant doit être mise en évidence par ces aménagements de plates-bandes.

5° Critères relatifs aux bâtiments accessoires détachés :

- a) La modification, la rénovation, l'addition de nouveaux bâtiments accessoires doit se faire de manière à ce que la présence de ces bâtiments soit discrète en favorisant :
- i) une volumétrie nettement inférieure à celle du bâtiment principal, si le bâtiment accessoire est situé à moins de 10 m du bâtiment principal;
 - ii) une hauteur d'au plus un (1) étage avec possibilité d'un demi-étage en pignon. Ce bâtiment ne doit pas avoir une hauteur supérieure au bâtiment principal;
 - iii) un choix de type architectural, de matériaux et surtout de couleur judicieux, afin de minimiser l'impact visuel de ce bâtiment sur le terrain et assurer un lien visuel harmonieux avec le bâtiment principal.

**PIIA-2, SANS
INTÉRÊT
PATRIMONIAL
CENTRE DU
VILLAGE**

25

Les bâtiments et terrains à vocation commerciale, résidentielle, industrielle ou institutionnelle dans le centre du village autres que ceux traités dans le PIIA-1 sont visés par le PIIA-2. Les objectifs et critères d'évaluation s'y rapportant sont définis ci-après :

1° Le PIIA-2 vise à assurer des interventions sur le cadre bâti et les lots vacants qui contribueront à édifier un caractère plus homogène tant du point-de-vue des volumétries, que des formes, des fenestrations et des matériaux choisis. De même, l'aménagement des terrains et le choix des arbres seront pris en compte. Cela vise à créer une unité d'ensemble qui autorise également pour chaque unité d'aménagement la préservation de leur identité propre. Cela vise aussi, en contrepartie, à éviter toute insertion ou rénovation qui ne s'insère pas dans l'environnement immédiat du noyau villageois;

Aussi, les critères d'évaluation ci-après décrits traitent des aspects à tenir en compte pour l'ajout de nouvelles constructions, pour la rénovation, la transformation, la réparation et l'agrandissement de bâtiment afin de favoriser la mise en place d'un caractère propre au noyau villageois au fil du temps.

2° Critères relatifs aux bâtiments principaux existants :

- a) Pour tout bâtiment sauf les bâtiments industriels, toutes transformations, rénovations, agrandissements ou réparations des bâtiments principaux doivent viser à s'intégrer le plus possible aux bâtiments en présence aux alentours, en :
 - i) maintenant les pentes de toit en présence, ou s'il s'agit d'un toit plat, de le remplacer par un toit à versant;
 - ii) utilisant des fenêtres fixes, de type guillotine ou à battant seulement. Les porte-patios sont à éviter surtout sur les façades avant et latérales. On favorise les portes françaises;
 - iii) utilisant des matériaux de revêtement extérieur nobles tels : briques standard de couleur rouge, clins de bois, clins de fibrociment, bardeaux de bois. Il faut éviter les matériaux synthétiques, la pierre

naturelle ou de taille ainsi que l'aluminium et autres profilés métalliques. On favorise l'utilisation d'au plus 2 matériaux sur un même bâtiment en évitant que l'élévation principale soit faite d'un matériau et les élévations secondaires d'un autre matériau. Un des matériaux doit prédominer et l'autre est accessoire. L'agencement des couleurs pour l'ensemble du bâtiment (chambranle, mouluration, matériaux de revêtement extérieur) doit tenir en compte, le bâtiment même et ceux du voisinage immédiat et créer une harmonie. Les couleurs criardes et les contrastes prononcés sont à éviter;

iv) favorisant les galeries et balcons en façade principale sur une largeur appréciable (au moins 30% de la largeur du bâtiment avec toiture). Les garde-corps, le cas échéant, sont en bois avec les barreaux insérés entre la main courante et la lisse ou en fer forgé noir.

b) Pour les bâtiments industriels, toutes transformations, rénovations, agrandissements ou réparations des bâtiments principaux doivent viser à atténuer l'aspect austère de cette architecture cubique d'apparence quelconque en :

i) favorisant un revêtement extérieur de couleur neutre en évitant les contrastes prononcés et en favorisant un traitement architectural qui crée l'impression de sections sur les élévations apparentes de la rue. Cela vise à compenser l'absence de fenêtres sur des surfaces importantes;

ii) favorisant un traitement architectural spécifique pour marquer l'entrée principale et la section à l'intérieur de laquelle on retrouve les bureaux administratifs. Cette portion de l'édifice doit être en rupture de plan avec le reste de bâtiment et le revêtement extérieur est préférablement différent de celui du reste du bâtiment par sa composition et sa couleur.

3° Critères relatifs aux nouveaux bâtiments :

a) Tout nouveau bâtiment principal autre qu'industriel doit viser à s'implanter de façon optimale sur le terrain, en :

i) favorisant un gabarit équivalent à un bâtiment de 2 étages muni de pentes à versants;

ii) utilisant des fenêtres du type guillotine ou à battant

- seulement. Les porte-patios sont à éviter surtout sur les élévations avant et latérales. On favorise les portes françaises;
- iii) utilisant des matériaux de revêtement extérieur nobles tels : briques standards de couleur rouge, clins de bois, clins de fibrociment, bardeaux de bois. Il faut éviter les matériaux synthétiques, les pierres naturelles ou de taille ainsi que l'aluminium et autres profilés métalliques. On favorise l'utilisation d'au plus 2 matériaux sur un même bâtiment en évitant que l'élévation principale soit faite d'un matériau et les élévations secondaires d'un autre matériau. Un des matériaux doit prédominer et l'autre est accessoire. L'agencement des couleurs pour l'ensemble du bâtiment (chambranle, mouluration, matériaux de revêtement extérieur) doit tenir en compte le bâtiment même et ceux du voisinage immédiat et créer une harmonie. Les couleurs criardes et les contrastes prononcés sont à éviter;
 - iv) favorisant les galeries et balcons en façade principale sur une largeur appréciable (au moins 30% de la largeur du bâtiment avec toiture). Les garde-corps, le cas échéant, sont en bois avec les barreaux insérés entre la main courante et la lisse ou en fer forgé noir.
- b) Pour un nouveau bâtiment industriel, il faut viser une implantation en lien avec la volumétrie du bâtiment projeté en :
- i) positionnant le bâtiment de fort gabarit plus éloigné de la rue et des propriétés résidentielles ou commerciales adjacentes, le cas échéant;
 - ii) favorisant un revêtement extérieur de couleur neutre en évitant les contrastes prononcés et en favorisant un traitement architectural qui crée l'impression de sections sur les élévations apparentes de la rue. Cela vise à compenser l'absence de fenêtres sur des surfaces importantes;
 - iii) favorisant un traitement architectural spécifique pour marquer l'entrée principale et la section à l'intérieur de laquelle on retrouve les bureaux administratifs. Cette portion de l'édifice doit être en rupture de plan et le revêtement extérieur est préférablement différents de celui du reste du bâtiment par sa composition et sa couleur.

4^o Critères relatifs au terrain étant l'assiette de bâtiments principaux faisant l'objet de demande de permis ou certificat d'autorisation :

- a) Les différents permis et certificats émis nécessitant des travaux d'aménagement ou réaménagement de terrain créent les obligations suivantes : le terrain étant l'assiette du bâtiment principal doit faire l'objet d'aménagement paysager qui met en valeur le bâtiment même et tire profit des caractéristiques propres de l'emplacement. Aussi :
 - i) les travaux de remblai et déblai sont minimisés et le terrain fini est sensiblement au même niveau que le terrain avant les travaux. Il est possible de faire de petites buttes ou de légères dépressions dans le but de faire des plantations particulières (plan d'architecte paysager obligatoire dans ce cas);
 - ii) on doit préserver le plus possible les arbres présents sur le terrain ;
 - iii) les arbres plantés sont de bon calibre spécialement dans la cour avant. Les espèces indigènes sont favorisées dans la cour avant. L'emplacement des arbres doit permettre de maintenir des percées visuelles significatives entre les bâtiments. L'utilisation de haies n'est pas recommandée sauf s'il s'agit d'arbustes feuillus qui, à maturité et sans taille, ne dépassent pas 1,5 m de hauteur;
 - iv) en limitant les largeurs des accès charretiers et l'espace aménagé en stationnement dans la cour avant;
 - v) en aménageant des plates-bandes le long de la façade avant du bâtiment et en y incorporant des arbustes de type feuillus, des conifères et des plantes à fleurs. La porte d'entrée avant doit être mise en évidence par ces aménagements de plates-bandes;
 - vi) Pour un bâtiment industriel, il est de plus recherché d'atténuer l'omniprésence du mur aveugle du côté de la rue par la plantation d'arbres et d'arbustes le long de ces murs de manière à créer des ruptures significatives dans le champs visuel.

5^o Critères relatifs aux bâtiments accessoires détachés :

- a) La modification, la rénovation, l'addition de nouveaux bâtiments accessoires doit se faire de manière à ce que la présence de ces bâtiments soit discrète. Aussi :

- i) la volumétrie doit être nettement inférieure à celle du bâtiment principal si située à moins de 10 m du bâtiment principal ou dans la cour latérale;
- ii) la hauteur doit se limiter à un (1) étage;
- iii) le choix du type architectural, le choix de matériaux et surtout de leur couleur doit être judicieux, afin de minimiser l'impact visuel de ce bâtiment sur le terrain et assurer un lien visuel harmonieux avec le bâtiment principal.

**PIIA-3, ENSEIGNES
ET MURALES
PÉRIMÈTRE
D'URBANISATION ET
ZONES
INDUSTRIELLES**

26

Les enseignes et les murales projetées dans les zones situées à l'intérieur du périmètre d'urbanisation et des zones industrielles comme montré au plan de zonage dont l'émission d'un certificat d'autorisation est exigible, sont visées par le PIIA-3. Les objectifs et critères d'évaluation s'y rapportant sont définis ci-après :

1° Ce PIIA vise à assurer un choix adéquat du type d'enseigne ou de murale avec le bâtiment, en tenant compte des caractéristiques (matériaux, éclairage, couleur, positionnement) aptes à renforcer l'identité du bâtiment et du voisinage;

2° Critères relatifs aux enseignes :

- a) On doit éviter d'obstruer les ouvertures;
- b) L'éclairage, le cas échéant, doit être intégré et l'intensité lumineuse modérée. Les faisceaux lumineux doivent se restreindre à n'éclairer que l'enseigne de manière à éviter l'aveuglement dû au débordement du faisceau de la surface éclairée;
- c) Le type d'enseigne ainsi que le graphisme doivent constituer un apport conséquent avec le type architectural du bâtiment. Les enseignes perpendiculaires au bâtiment sont recherchées afin de créer un rythme pour les piétons et automobilistes;
- d) Le choix des matériaux doit tenir compte du type d'éclairage envisagé afin d'éviter les effets d'éblouissement ou de réflexion trop prononcés;
- e) Les couleurs ne doivent pas être trop vives et ne doivent pas être fluorescentes, phosphorescentes ou luminescentes. Le nombre maximal de couleur est de 3 ou 4 et une des couleurs doit être dominante (au moins 60% de la surface) : les autres couleurs étant utilisées qu'accessoirement;
- f) Le choix de l'endroit d'installation de l'enseigne sur le bâtiment ou sur le terrain doit se faire avec soin afin de contribuer positivement à souligner ou renforcer les traits

caractéristiques du bâtiment. Il faut également tenir compte des caractéristiques du voisinage de manière à ne pas cacher les enseignes à proximité. On doit viser un partage équitable des champs visuels.

3° Critères relatifs aux murales :

- a) Le type de murale choisi doit constituer un apport architectural conséquent avec le type architectural du bâtiment;
- b) Le choix des matériaux doit tenir compte du type d'éclairage envisagé afin d'éviter les effets d'éblouissement ou de réflexion trop prononcés;
- c) Les couleurs ne doivent pas être trop vives et ne doivent pas être fluorescentes, phosphorescentes ou luminescentes;
- d) Le choix de l'endroit d'installation de la murale sur le bâtiment ou sur le terrain doit se faire avec soin afin de contribuer positivement à souligner ou renforcer les traits caractéristiques du bâtiment. Il faut également tenir compte des caractéristiques du voisinage et de la vocation de la rue.

Les travaux de remblai et déblai modifiant le niveau naturel des terrains, ayant plus de 1 mètre de hauteur et n'ayant pas pour objet de niveler le terrain en regard du niveau moyen de la rue adjacente, sur l'ensemble du territoire à l'exception des zones agricoles, sont visés par le PIIA-4. Les objectifs et critères d'évaluation s'y rapportant sont définis ci-après :

1° Le PIIA-4 vise à assurer que le niveau fini de terrain après les travaux de remblai ou déblai contribue à rendre ce terrain propice à une utilisation principale ou accessoire à l'usage principal et à favoriser son aménagement paysager tout en améliorant la gestion des eaux de ruissellement.

Ces travaux doivent tenir en compte le niveau des terrains voisins y compris des rues et viser une transition en évitant les ruptures significatives des niveaux finis de terrains sans traitement paysager approprié.

2° Critère relatif aux travaux de remblai et déblai :

- a) Les niveaux des terrains sont tels qu'il s'avère essentiel de procéder à des remblais ou déblais;
- b) L'accès à un chemin attenant et son raccord aux infrastructures en place nécessitent des travaux de remblai ou déblai;
- c) Des mesures de contrôle adéquates sont prévues pour la gestion de l'eau de ruissellement, la stabilisation des talus et le contrôle de l'érosion;
- d) La hauteur du talus, le choix de pente et le choix de la végétation doivent prendre en compte le voisinage immédiat de manière à minimiser les obstacles à l'éclairage naturel principalement si le terrain voisin est situé du côté nord du remblai.

**PIIA-5, BÂTIMENTS
ET TERRAINS
RIVERAINS AU LAC
MASSAWIPPI OU À
LA RIVIÈRE
TOMIFOBIA**

28

Les terrains et les bâtiments riverains au lac Massawippi et à la rivière Tomifobia de vocation résidentielle ou d'hébergement commercial autres que le camping sont visés par le PIIA-5. Les objectifs et critères d'évaluation s'y rapportant sont définis ci-après :

1^o Le PIIA-5 vise à encadrer l'implantation des bâtiments et l'aménagement du terrain à vocation résidentielle ou d'hébergement commercial et qui sont riverains au lac Massawippi de manière à favoriser une architecture de type villégiature notamment dans les gabarits, les matériaux de revêtement et leur couleur, les ouvertures, tout en permettant l'expression d'une certaine originalité. Ce PIIA vise aussi à favoriser le retour du terrain à un état plus naturel (renaturalisation, arbustes, arbres) pour camoufler le plus possible les éléments urbanisés (bâtiments principaux et accessoires, pelouse, appareil de climatisation ou de chauffage) et plus spécifiquement de densifier la végétation des rives.

Aussi, les critères d'évaluation ci-après décrits traitent des aspects généraux à tenir en compte lors de l'ajout de nouvelles constructions ou lors de la rénovation, la transformation, la réparation et l'agrandissement de bâtiment afin de favoriser l'homogénéité de chaque propriété. Le tout en évitant la banalisation des types architecturaux tout en favorisant une harmonisation d'ensemble. Ces critères d'évaluation traiteront également de l'aménagement des terrains ainsi que des bâtiments et équipements accessoires.

2^o Critères relatifs aux bâtiments :

- a) Chaque bâtiment doit être considéré comme un tout homogène. Aussi, on doit favoriser un revêtement extérieur avec un matériau dominant et qu'accessoirement un 2^e. Les formes de toitures sont préférablement à plusieurs versants sur le corps principal du bâtiment. Les annexes et galeries doivent avoir une toiture dont la forme est en lien significatif avec celle du corps principal du bâtiment;
- b) Le gabarit du bâtiment doit rester de taille convenable pour un secteur de villégiature. L'occupation du bâtiment sur le

terrain doit être telle qu'une partie importante du terrain reste naturelle;

- c) Les couleurs de revêtement doivent se confondre facilement dans l'environnement naturel immédiat. Les couleurs criardes sont à éviter;
- d) Les murs sans ouvertures sont à éviter du côté du lac contribuant ainsi à atténuer l'effet se dégageant des murs aveugles.

3° Critères relatifs à l'aménagement des terrains :

- a) La cour arrière doit être laissée le plus naturel possible camouflant ainsi le bâtiment du plan d'eau;
- b) Lorsque le terrain est accidenté, la cour arrière doit être conservée le plus possible dans son état initial. Il est possible d'aménager un sentier pour l'accès au plan d'eau. Celui-ci doit faire l'objet d'un traitement paysager;
- c) La cour arrière et les cours latérales doivent faire l'objet d'un traitement paysager comprenant des aires paysagées avec la présence d'arbres et des plates-bandes principalement le long de la façade arrière du bâtiment;
- d) Les aires de services (stationnement et allée de circulation) ne doivent pas dominer la cour latérale. On doit limiter les surfaces sans végétation dans la cour arrière.

4° Critères relatifs aux bâtiments accessoires détachés et aux équipements accessoires :

- a) Les bâtiments accessoires et les équipements accessoires doivent s'implanter de manière à ce que leur présence soit discrète;
- b) La volumétrie d'un bâtiment accessoire doit être inférieure à celle du bâtiment principal et la hauteur doit se limiter à 1 étage;
- c) Le choix du type architectural pour un bâtiment accessoire est secondaire mais le choix de matériaux et surtout leur couleur doivent être judicieux, afin de minimiser l'impact visuel de ce bâtiment accessoire sur le terrain et favoriser un certain lien visuel harmonieux avec le bâtiment principal;
- d) Il faut également favoriser les espaces de verdure entre le

bâtiment principal et les bâtiments accessoires afin de dissocier visuellement ces volumes;

- e) Un aménagement paysager doit camoufler le bâtiment accessoire de sorte qu'il soit peu visible du plan d'eau.

**PIIA-6, TERRAINS
VACANTS ET
AGRANDISSEMENT
DE BÂTIMENTS NON
COUVERTS PAR LES
AUTRES PIIA, SAUF
DANS LES ZONES
AGRICOLES**

29

Les terrains vacants faisant l'objet d'une demande de permis de construire pour un bâtiment principal et tout terrain étant l'assiette d'un bâtiment principal, situés sur le territoire sauf dans les zones agricoles, et qui font l'objet d'une demande de permis de construire pour un agrandissement au sol ou en hauteur de plus de 10% du volume ou de la superficie au sol, non couverts par les PIIA-1, PIIA-2 et PIIA-5, sont visés par le PIIA-6. Les objectifs et critères d'évaluation s'y rapportant sont définis ci-après :

1° Le PIIA-6 vise à assurer une intégration harmonieuse des nouveaux bâtiments principaux ou des agrandissements significatifs des bâtiments existants avec leur milieu d'insertion. Ce milieu peut être déjà bâti ou en milieu naturel (boisé ou non).

Aussi, les critères d'évaluation ci-après décrits traitent des différents aspects à prendre en compte pour évaluer l'acceptabilité des projets de construction.

2° Critères relatifs aux bâtiments :

- a) Le bâtiment est considéré comme un tout homogène. Aussi, toutes les élévations doivent avoir une apparence qui confirme cette homogénéité. Le choix des revêtements extérieurs, de leur couleur, la façon de les assembler, le choix des ouvertures, et la facture architecturale sont pris en considération;
- b) Le gabarit du bâtiment ne doit pas dominer le gabarit des bâtiments situés sur les terrains adjacents, le cas échéant. L'éloignement significatif des autres bâtiments peut amoindrir l'impact d'un écart de volumétrie de même qu'un traitement paysager approprié;
- c) Les couleurs de revêtement doivent se confondre facilement avec l'environnement naturel immédiat, le cas échéant. Si le terrain est dépourvu d'arbres, les couleurs se doivent au

moins de ne pas être criardes.

3° Critères relatifs à l'aménagement des terrains :

- a) Le maintien des arbres de qualité présents sur le terrain est recherché. L'ajout d'arbres par une plantation d'arbres indigènes d'un bon calibre et en quantité appréciable est recherchée, afin de conférer un caractère boisé dominant au terrain;
- b) Les aires gazonnées sont limitées et les aménagements de type sous-bois sont recherchés, du moins dans les cours latérales et arrière.

**PIIA-7, CLÔTURES
SAUF EN ZONE
AGRICOLE**

30

Les terrains faisant l'objet d'une demande de certificat d'autorisation pour l'implantation d'une clôture, situés sur le territoire sauf dans les zones agricoles, sont visés par le PIIA-7. Les objectifs et critères d'évaluation s'y rapportant sont définis ci-après :

1^o Le PIIA-7 vise à assurer une intégration harmonieuse d'une clôture dans son milieu d'insertion.

2^o Les critères d'évaluation ci-après décrits traitent des différents aspects à prendre en compte pour évaluer l'acceptabilité du projet d'installation de la clôture;

- a) Le choix du type de clôture s'harmonise avec le type d'architecture en présence. Les matériaux sont traditionnels (bois, métal) mais peuvent aussi être contemporains (PCV, plastique). S'ils sont contemporains, la facture architecturale de la clôture doit être traditionnelle même s'il s'agit d'un bâtiment d'architecture moderne, sauf pour une clôture séparant deux terrains industriels;
- b) Les couleurs des clôtures doivent être prises en considération pour évaluer l'intégration dans le milieu. Aussi, il est souhaitable que la clôture soit d'une seule couleur et que celle-ci ne soit pas criarde. La couleur blanche est autorisée mais pas pour des clôtures en fer forgé qui doivent être de couleur noir, couleur traditionnelle du fer forgé.

ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur, conformément à la loi.

Vincent Gérin, maire

Ghislaine Poulin-Doherty, directrice générale et secrétaire trésorière

Avis de motion : 6 juillet 2009 et 3 août 2009
Adoption du projet de règlement : 6 juillet 2009
Assemblée publique de consultation : 27 juillet 2009
Adoption du règlement : 8 septembre 2009
Avis de conformité de la MRC : _____
Entrée en vigueur : _____